

## **Quelques chiffres :**

Dans la conjoncture de crise actuelle, 48% des français déclarent ne pas être partis en vacances depuis un an . Et ceux qui ne sont jamais parti en court séjour au cours de la même période sont aussi nombreux (soit près d'un individu sur deux).

Un quart de la population n'est parti ni en vacances, ni en court séjour depuis un an et n'envisage pas non plus de partir prochainement en congés. Les non partants « chroniques » représentent 26 % de la population.

Il faut savoir également que le taux de départs varient fortement avec le profil socio-démographique : à peine un tiers (32%) des individus percevant moins de 900 € mensuels déclarent avoir pris des vacances au cours des 12 derniers mois contre 83% des hauts revenus (plus de 3100€ mensuels). Certains types de ménages sont particulièrement en difficulté : c'est le cas des chômeurs de plus en plus nombreux (63 % ne sont pas partis en 2007), des actifs précaires (58%) et des familles monoparentales (58%).

On constate de plus des inégalités renforcées en matière de comportement touristique, les catégories qui ne partent le plus en vacances sont celles également qui partent le plus en courts séjours. A l'inverse, 80% des « habitués du non-départ en vacances » n'ont pris aucun week-end depuis un an.

La moitié des non-départs en vacances s'explique par des difficultés financières, les 50% restants par des raisons de santé, des raisons professionnelles, familiales ou de choix personnel. Mais c'est chez les bas revenus et dans les classes moyennes que les restrictions sur les vacances sont le plus durement ressenties. Le poste « vacances » est un de ceux sur lesquels les Français déclarent (avec les loisirs) le plus se restreindre (à 49%).

Les aides au départ en vacances, principalement sous forme de « chèques vacances », favorisent les taux de départs des titulaires de bas et moyens revenus

En parallèle, on constate que le taux des partants en vacances (52 % en 2007 contre 56% en 2006) diminue légèrement soulignant la volonté des ménages de « partir malgré tout » mais en effectuant des arbitrages notamment sur leurs dépenses de restauration (35%) et sur les dépenses de loisirs (23%) sur place d'où une économie touristique fragilisée.

*Sources : 'Enquête du CREDOC*